

Les politiques du livre et de la lecture, un enjeu démocratique

La participation des éditeurs dans la construction de la politique nationale de la lecture et du livre au Chili



Intervention de Paulo Slachevsky, [Lom Ediciones](#) (Chili), membre de l'association [Editores de Chile](#) et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, lors de la [rencontre sur les politiques publiques du livre dans le monde arabe : regards croisés avec le Chili et la France, 30 mars 2017, Tunis.](#)

Je remercie l'Alliance internationale des éditeurs indépendants et le Salon du livre de Tunis pour l'invitation à cette rencontre sur les politiques publiques du livre. Nous avons sans doute plus d'un point commun concernant les défis liés au livre et à la lecture entre l'Amérique latine et le monde arabe.

Les flux de circulation du livre portent les stigmates de l'ancien commerce colonial

Pendant la période post-dictature au Chili, les thèmes du livre et de la lecture sont restés en marge des objectifs des politiques publiques. Tout comme la question des médias, ces sujets ont longtemps été relégués au rang de « questions spécifiques à un secteur », ou de thèmes pour les « spécialistes ». Ainsi, la question est restée absente des grands débats sur le futur de l'éducation du pays. Cependant, comment concevoir une éducation de qualité sans aborder la question du déficit de compréhension des lecteurs ? Peut-on parler d'une véritable démocratie quand nos peuples ne peuvent développer leurs capacités réflexives ou critiques ? Est-il possible de développer ses compétences sans la lecture et le livre ? Peut-on affronter la question de l'inégalité sans chercher à démocratiser l'accès aux biens culturels ? Peut-on penser le développement durable d'un pays en se contentant d'être des exportateurs de matières premières ?

Face à ces questions, j'ai la conviction que le livre et la lecture sont des affaires d'intérêt général, clairement transversales à plusieurs défis de nos pays. Pour améliorer l'éducation, démocratiser la société et générer de plus grandes conditions d'égalité, il est nécessaire de transformer la relation des citoyens avec le livre. Celle-ci n'est sans doute pas une condition suffisante, mais néanmoins nécessaire pour contribuer à la construction d'un pays développé et pérenne. Pour cette raison, il est extrêmement important que le Conseil National du Livre et de la Lecture du Chili, sous l'actuel gouvernement de Michelle Bachelet, ait centré son travail sur l'élaboration et la mise en place de la nouvelle politique nationale de la lecture et du livre. Cette politique, construite à travers un processus participatif dont est tirée une grande part de ses propositions, est une stratégie systémique qui englobe toute la chaîne du livre, afin de stimuler sa démocratisation au sein de la société chilienne. Elle renforce aussi les conditions pour que le pays ait un rôle proactif dans l'élaboration et la production de connaissances, en cherchant à lutter contre le colonialisme culturel qui nous domine et la féroce inégalité des échanges Nord-Sud.

Le Chili est de fait un pays périphérique dans l'industrie de l'édition en langue espagnole. Dans son article « Le système mondial des traductions »¹, Johan Heilbron démontre que dans les pays de langue anglaise, langue actuellement dominante, il y a très peu de traductions d'autres langues (moins de 5 % de la production totale de livres). À l'inverse, dans les pays de langue semi-périphérique du système, comme le français ou l'espagnol, les traductions représentent près de 15 % des publications, dessinant de cette façon un système mondial hiérarchisé avec une structure centre-périphérie.

Néanmoins, selon le registre ISBN du Chili, pays de langue espagnole, sur 6 045 nouveaux titres en 2012, seulement 255 sont des traductions. Dans ce groupe, 131 sont des traductions vers l'espagnol, et 3 seulement vers le mapudungun. Les 121 titres restants sont principalement des traductions vers l'anglais. Il n'y a donc que 4,2 % du total des publications qui sont des traductions, et seuls 2,2 % sont publiées en langues locales. Nous nous trouvons donc dans une situation doublement périphérique dans le système international des traductions : à la fois dans le rapport de la langue espagnole à l'anglais, mais aussi dans notre place dans le champ éditorial de langue espagnole.

En effet, à travers un colonialisme culturel renouvelé, l'Espagne, premier pays traducteur parmi les pays de langue espagnole, assigne aux autres pays hispanophones le rôle de consommateurs de la production de la péninsule.

En Amérique latine, nous avons fêté il y a quelques années le bicentenaire de l'indépendance sans avoir réussi réellement à nous libérer des dominations coloniales, d'autant plus si nous considérons la place qu'occupent les États-Unis dans cette région depuis le siècle dernier. Il est manifeste que le capital symbolique éditorial ainsi que le capital économique se sont concentrés en Espagne et dans les pays du Nord, et pour le vérifier il suffit de regarder dans les vitrines des librairies ainsi que dans les pages littéraires dans la presse. En fait, les flux de circulation des livres entre les pays de langue espagnole portent encore les stigmates de ce que fut l'ancien commerce colonial ; il est manifeste que la circulation du livre en Amérique latine est limitée et dominée par l'Espagne à travers un flux unidirectionnel. Les caractéristiques de ces flux font de nous un pays consommateur plutôt que producteur de livres en langue espagnole. Un exemple frappant de cette domination culturelle est que notre enseignement est effectué majoritairement avec des livres produits par des maisons d'édition de pays du Nord.

Le livre, à mi-chemin entre le marché et le bien commun

Les demandes du mouvement des étudiants de 2011 au Chili ont mis une nouvelle fois la question du public au centre des débats du pays. Des décennies de domination néolibérale ont poussé à l'extrême la sacralisation du marché, qui est rentré dans tous les aspects de la société chilienne, privatisant complètement nos vies. Ce modèle économique qui écarte la question du public (ce que nous construisons collectivement pour le bien général), a été totalement intégré.

La crise que connaît aujourd'hui la société chilienne trouve ses racines dans l'histoire de notre pays. Comme l'a signalé Orlando Letelier, ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende, à peine quelques semaines avant d'être assassiné par la dictature chilienne dans un attentat à Washington, le modèle économique et la torture sont les deux faces d'une même pièce. Vers la fin de la dictature,

¹ L'ensemble des références bibliographiques sont situées à la fin du texte.

la pratique systématique de la torture politique a été abandonnée ; mais l'autre face de la pièce, celle du modèle économique, a de son côté été renforcée.

De cette façon, le livre fut lui aussi absorbé par la logique néolibérale. Son caractère culturel a été relégué au second plan, au profit de son caractère commercial, comme s'il était une marchandise comme les autres. L'importance d'une œuvre a commencé à être mesurée en nombre d'exemplaires vendus. La censure, qui était politique et religieuse, s'est reconfigurée en censure de marché et, comme souvent dans ce domaine, elle a commencé à s'imposer de façon pernicieuse. La résistance à cette domination commerciale a donné lieu au mouvement des éditeurs indépendants ; en cherchant à libérer cet objet millénaire de la camisole de force du marché, nous avons réaffirmé le caractère culturel et public du livre.

L'histoire de l'édition est, de fait, marquée par de nombreuses batailles en faveur de projets de société plus démocratiques, avec des citoyens actifs et participatifs, dans lesquels le sens du commun est central. La défense de la liberté d'expression, de pensée et de création, s'incarne, comme souvent, dans la lutte des créateurs, des journalistes et des éditeurs contre les États dictatoriaux et/ou totalitaires. Aujourd'hui le totalitarisme en Amérique Latine est celui du marché. La concentration dans l'industrie éditoriale et des médias au niveau mondial atteint des niveaux inédits. La volonté de retrouver le caractère culturel, social et public du livre exprime le sens de cette résistance.

Par ailleurs, la question du public est à la base même du métier d'éditeur. La fonction de l'éditeur est de publier. Et « publier », selon les définitions, c'est « rendre public », « rendre manifeste » quelque chose. La création intellectuelle elle-même, protégée par les droits d'auteur, n'est pas une propriété quelconque, elle dispose, depuis ses origines, des caractéristiques propres aux biens publics : elle ne s'épuise pas lorsqu'on la consomme. De plus, la création intellectuelle se nourrit de la création des autres, elle fait germer des graines qui ont été laissées par d'autres. Dans ce sens, et de même qu'il est indispensable de maintenir un équilibre entre les droits d'auteurs et le droit de la société d'accéder aux connaissances et de créer librement, il est fondamental de sauvegarder le caractère culturel, éducatif, social et public du livre, en dehors des logiques propres aux marchés.

Une politique qui naît des citoyens

En 2000, lorsque l'Association des Éditions Indépendantes est fondée (aujourd'hui « Éditeurs du Chili, Association d'Éditeurs Indépendants, Universitaires et Autonomes »), une voix cherchant à réaffirmer le caractère culturel, social et politique du livre dans la société chilienne s'est fait entendre.

Dès ses débuts, l'association a centré ses activités sur le travail de démocratisation du livre, sur la récupération de la valeur symbolique de cet objet dans la société chilienne et sur le renforcement de la création et de la production locale. En partant des pratiques mêmes, peu à peu une conscience a commencé à se renforcer : pour rompre le cercle vicieux dans lequel se trouvait le livre depuis la dictature militaire, il était fondamental d'établir et de mettre en place une stratégie systémique pour affronter les défis en cours, en englobant toute la chaîne du livre et de la lecture. L'élaboration par les éditeurs en 2005 d'« une politique d'État pour le livre et la lecture. Stratégie intégrale pour le développement de l'industrie éditoriale au Chili » a représenté une étape importante pour faire en sorte que le Conseil du Livre et de la Lecture cesse de concentrer toute son activité sur des fonds de soutien basés sur des appels d'offre.

Toujours en 2005, le ministère de la Culture a reçu la proposition rédigée par l'association des Éditeurs du Chili et a commencé à travailler sur une nouvelle version. La « politique nationale du livre et la lecture » fut ainsi présentée, sous le premier gouvernement de Michelle Bachelet. Malheureusement, cette politique ne fut jamais mise en place de façon effective.

Pendant la campagne électorale de l'année 2013, les trois associations d'éditeurs du Chili (coordonnées par Éditeurs du Chili) firent parvenir une lettre aux candidats à la présidence en insistant sur l'importance d'inclure dans leurs programmes de gouvernement « l'actualisation et la mise en œuvre de la Politique Nationale du Livre et la Lecture », ainsi que quatre autres propositions autour du livre et la culture. Dans cette lettre, nous insistions sur le rôle transversal du livre et la lecture, s'inscrivant dans de nombreux défis de notre société. Plusieurs rendez-vous eurent alors lieu entre les représentants des différentes associations et les candidats et / ou leurs responsables de la culture. Avec la participation d'écrivains, de bibliothécaires, de libraires, d'éditeurs indépendants et universitaires, et de citoyens liés au monde du livre, la politique du livre et de la lecture a finalement été intégrée au Programme de Gouvernement de Michelle Bachelet.

En 2014, la nouvelle secrétaire exécutive du Conseil du livre et la lecture reprit avec conviction le programme. Elle invita ouvertement à une construction participative de la nouvelle politique. Prenant comme point de départ la politique de 2006, organisées par tables thématiques (Encouragement à la Lecture, Éducation et Lecture / Création, Industrie et Internationalisation / Patrimoine, Cadre Juridique / Institution, Livre numérique), des propositions ont été élaborées pour servir de base à la nouvelle Politique. Sur cette base, une commission rédigea la proposition finale de la politique. Même si une part importante des propositions de la société civile ont été intégrées dans la nouvelle politique, certaines propositions emblématiques – comme le prix unique et la réduction de la TVA du livre, qui est de 19 % au Chili – ont malheureusement été exclues dans l'étape de négociation avec les autres ministères. D'autres ont vu leur champ d'application réduit. Il n'est pas facile d'ouvrir le fonctionnement de l'État à une participation citoyenne effective qui aille au-delà de simples propositions. En avril 2015, la nouvelle politique a été présentée, ouvrant ainsi le chemin à sa mise en œuvre.

Une politique qui cherche à créer un cercle vertueux pour le livre et la lecture au Chili

La politique nationale de la lecture et du livre (PNLL) est une proposition qui englobe toute la chaîne du livre et de la lecture, en cherchant par différents moyens à démocratiser le livre dans notre pays, en renforçant du même coup la création et la production locale. Comme dans les versions antérieures, un objectif transversal de cette proposition a été de promouvoir une citoyenneté plus participative, ouverte au débat et créative : « Concevoir la lecture comme une part essentielle des droits économiques, sociaux et culturels des personnes, en la considérant comme un facteur essentiel dans la formation de citoyens créatifs, réflexifs, critiques, actifs et vecteurs de processus démocratiques. »

Divisée en six domaines d'action qui définissent des directives, des objectifs, des mesures spécifiques et des institutions chargées de leur application, la politique cherche à dépasser les limites de la politique publique du livre et de la lecture de la période post-dictature. En effet, malgré toutes les ressources investies et les efforts réalisés dans ce domaine, les niveaux de compréhension des textes par les citoyens chiliens sont toujours aussi bas que dans les années 1990. Les mesures des compétences minimales réalisées par le Centre de Microdonnées de l'Université du Chili ne montrent ainsi pas de variations considérables entre 1998 et 2013. Pourtant au cours de cette

même période, les sommes investies dans les livres scolaires distribués aux élèves de tout le pays ont été très importantes. En ce sens, on ne peut pas affirmer que l'absence de moyens investis dans le livre soit la raison pour laquelle il n'y a pas eu d'amélioration substantielle de la compréhension des textes lus. C'est plutôt la façon dont ces moyens sont utilisés qui est à remettre en question, notamment le système qui favorise les grands groupes qui considèrent le livre scolaire uniquement comme un marché lucratif.

La mesure, approuvée durant le processus participatif d'élaboration de la politique, visant à « repenser et reformuler le système d'acquisition et d'utilisation des textes scolaires en renforçant la diversité éditoriale, limitant la concentration, baissant les barrières d'accès » est restée profondément limitée dans la version finale du document, mais elle peut encore être utilisée pour remettre en question ce type de programmes. Dépenser moins pour les manuels scolaires et plus pour les livres de littérature et d'autres disciplines ne serait-il pas un mécanisme beaucoup plus efficace pour renforcer les capacités de lecture, la curiosité et l'apprentissage des élèves ? Poser des questions, établir un espace de discussion régulier, est une nécessité de premier ordre, pour toute mesure ou politique qui cherche à s'améliorer.

Encourager la production intellectuelle locale et affronter notre dépendance dans la circulation du livre avec l'Espagne et les pays du Nord est aussi un des objectifs de la politique. Cet objectif est ainsi au centre du chapitre sur l'industrie du livre et l'internationalisation. Le propos central est de : « Créer des conditions favorables au développement d'une industrie du livre nationale et régionale durable, [...] qui permettent de mettre en place et de renforcer la production créative et intellectuelle, de même que la production et la circulation éditoriale ; qui assure un échange équilibré du livre chilien dans le pays, en Amérique Latine et dans le monde, en mettant en valeur la bibliodiversité, le développement de la pensée locale, indigène, et les différentes manifestations de nos expressions culturelles [...] ». À l'exception de quelques programmes, cet objectif a été le principal absent des politiques publiques relatives au livre jusqu'à présent. Cela se manifeste clairement à travers les acquisitions de livres réalisées par les institutions publiques, qui se sont concentrées sur les livres importés ou publiés par des entreprises étrangères.

Il existe un clair manque de conscience au sein de plusieurs institutions publiques liées à l'éducation, à la culture et au livre, de l'effet levier que pourraient avoir leurs actions si elles soutenaient un écosystème de création et de production intellectuelle locale. À l'heure de prendre des décisions, l'argument subjectif de la présumée « qualité » prime. Il trouve sans doute son origine dans une pensée colonisée qui commence par nier, ou dans le meilleur des cas, douter, des capacités intellectuelles, pour finir par écarter la production locale. L'argument selon lequel « c'est ce que les gens veulent » prédomine également chez ceux qui décident des achats publics. Ils oublient, ce faisant, l'impossibilité de demander ou de sélectionner ce qu'on ne connaît pas ou ce qui n'est pas montré. Par un effet de cercle vicieux, ce modèle regrettable se répète. La mesure qui vise à « installer une instance de participation, pour que les institutions publiques et organisations d'auteurs et éditeurs puissent promouvoir la création de contenus divers dans l'industrie locale, et garantir les critères de pertinence, de qualité et de diversité dans l'offre et dans les achats des livres, afin d'augmenter progressivement, jusqu'à 60 %, la participation des éditions nationales dans le budget total des achats publiques de chaque programme », peut sans doute aider à inverser ce schéma, et à en finir avec des critères de sélections opaques et arbitraires.

Les défis d'une mise en œuvre participative

Une mise en œuvre effective et participative de la politique nationale de la lecture et du livre implique aussi d'affronter plusieurs défis ; parmi eux, dépasser les pratiques qui confondent la participation avec des groupes de discussion (*focus group*), la réponse à des enquêtes ou la réalisation de listes de requêtes et de priorités. Ce n'est pas ça ce que nous appelons une véritable participation. La participation culturelle ne peut pas non plus se limiter à l'« accès à la culture ». Le droit à la culture est beaucoup plus ample que le droit d'accéder à la culture, et ne peut être réduit à une logique de consommation culturelle. Alors qu'on travaille au Chili sur une nouvelle constitution, il est fondamental que soient effectifs ces processus participatifs, afin de prendre en compte la participation des citoyens dans la vie culturelle de la communauté à laquelle ils appartiennent.

S'agissant d'une politique publique qui fait primer la signification sociale et culturelle du livre sur son caractère commercial, il n'est pas surprenant qu'elle provoque le rejet de ceux qui cherchent seulement à augmenter le nombre de « consommateurs de livres », et envisagent cette activité uniquement comme un divertissement sans être concernés par ce que l'on lit et comment on lit ; d'où on pense et où on publie. De façon explicite et / ou implicite, plusieurs acteurs du monde du livre défendent l'idée selon laquelle la meilleure politique du livre est de ne promouvoir aucune politique, de laisser ce domaine au marché, un marché dans lequel, par ailleurs, l'État a joué jusqu'à nos jours un rôle fondamental, en tant que grand acheteur, favorisant la concentration.

Il n'est donc pas anodin d'avoir en tête les tensions entre commerce et culture qui traversent le monde du livre quand on analyse les scénarios pour la mise en place d'une politique publique. L'existence même du mouvement des éditeurs indépendants dans plusieurs pays est liée à ces tensions.

Au niveau de la culture en général, les volontés de l'État et de la société civile se sont réunies autour de la défense de la diversité culturelle et des expressions culturelles locales, ces dernières ne pouvant être dépendantes du marché. La concentration au niveau mondial des industries du cinéma, de la musique et du livre a démontré que, sans une action de régulation de la part de l'État, la création culturelle locale court le risque de disparaître à divers endroits du monde. L'élaboration et l'approbation, en 2005, par presque tous les pays membres de l'Unesco, de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, a marqué une avancée très significative. Pendant que les forces du marché cherchaient à imposer, dans les traités de libre commerce, le fait que les biens et les services culturels ainsi que les droits d'auteur soient traités comme de simples marchandises, en inhibant toute action des États, la société civile et les autorités culturelles de plusieurs pays cherchèrent à ce que la production culturelle soit traitée d'une façon particulière, considérant qu'elle est porteuse d'« identités, de valeurs et de sens », comme le signale la Convention. Notre pays a ratifié la Convention de l'Unesco très tôt, et la société civile, à travers la Coalition Chilienne pour la Diversité Culturelle, participa activement au mouvement international en sa faveur, pour un traitement différencié de la culture dans les traités de libre commerce. Puisant dans cette lutte, les éditeurs de l'association ont forgé le concept de bibliodiversité : la défense de la diversité culturelle dans le monde du livre.

Parmi les autres tensions que doit affronter la politique du livre dans sa mise en œuvre se trouve le défi d'une action conjointe entre plusieurs institutions publiques et la société civile. Cela oblige à modifier les modes opératoires d'institutions et de fonctionnaires publics qui sont accoutumés à agir en tant que propriétaires et seigneurs sur leurs dépendances, sans considération pour ceux qui réalisent une activité semblable. L'absence de confiance et de sens de la collectivité entre les

différents acteurs d'un même secteur est forte. L'idée que l'autre est un adversaire prédomine également. Tant au niveau des institutions publiques que dans la société civile, il est nécessaire de renforcer le sens de communauté entre les acteurs locaux du secteur culturel : auteurs, éditeurs, professionnels du livre, libraires, bibliothécaires, traducteurs, fonctionnaires qui travaillent dans l'administration publique autour du livre, tous font partie d'un même écosystème. Comme le signale Bourdieu dans son article « Une révolution conservatrice dans l'édition », le fait de dire explicitement les choses peut contribuer à renforcer la solidarité entre les acteurs et la résistance face aux forces du marché. Les capacités de lecture des citoyens, les capacités à écrire et à publier des écrivains et des universitaires, ont peu de chances d'être renforcées si l'on n'améliore pas dans le même temps les capacités éditoriales d'un pays et les possibilités d'accès aux livres locaux qui, en outre, ont l'avantage d'être bien moins chers que les livres importés. L'avenir de l'industrie nationale du livre est étroitement lié à l'avenir des auteurs, bibliothécaires, libraires et possibles lecteurs ; ce ne sont pas des mondes à part, des adversaires aux intérêts contradictoires. Seul un travail collectif peut permettre le développement et la durabilité de cet écosystème. En ce sens, l'action publique lorsqu'elle se concentre sur des concours pour le financement de projets particuliers, où chacun est en concurrence avec l'autre, a plutôt un effet nocif. C'est la raison pour laquelle la politique nationale de la lecture et du livre représente non seulement un passage à un autre type de politique de développement, mais permet également de réunir, au lieu de disperser, de créer et d'agrandir une communauté de connaissance dont la ligne directrice est le livre.

La traditionnelle vision technocratique des politiques publiques, qui sépare les mesures de leurs principes d'orientation, est un autre frein à la mise en place de cette politique. Une mesure détachée de son contexte peut finir par perdre tout son sens. Les critères d'évaluation dans la mise en œuvre de la politique doivent donc prendre un soin tout particulier à cette question. Si on ne fait pas attention à ce problème, des effets pervers peuvent finir par se surimposer aux effets levier de chaque mesure. On est face à une question complexe, avec de multiples variantes, et, en ce sens, elle ne peut pas être réduite à des évaluations simples et unilatérales. Les évaluations détachées du contexte finissent par induire la reproduction systématique d'une même réalité, en coupant les ailes à l'invention et à la diversité. Un bon exemple de cela est l'évaluation des acquisitions de livres par les bibliothèques en fonction du nombre d'emprunts. Il peut sans doute s'agir d'un critère à prendre en compte, mais se contenter d'une évaluation basée sur des critères quantitatifs de ce type finit par reproduire la logique de l'audimat de la télévision, qui a fort peu contribué à la qualité et a contribué à faire disparaître la diversité de la production culturelle, en consacrant, en outre, la domination du marché sur les médias.

Une opportunité historique pour le livre et la lecture

Le coup d'État de 1973, qui a marqué dans sa chair le Chili, a produit sans doute un avant et un après pour le livre dans le pays. Comme le montre Bernardo Subercaseaux dans *l'Histoire du livre au Chili*, pendant toute la République, le livre a été conçu comme un instrument fondamental pour l'éducation et la formation citoyenne. Dans les discours du pays, cet objet était considéré de façon hautement symbolique. Cela fut particulièrement manifeste dans le projet de la maison d'édition Quimantú, pendant la période de l'Unité Populaire, qui avec ses livres diffusés de façon massive au prix d'un paquet de cigarette, cherchait à rompre avec les difficultés d'accès des classes populaires au livre. Le livre faisait partie intégrante du processus de démocratisation de la société. Avec le coup d'État et les autodafés, le livre est passé d'un compagnon de route à un élément de suspicion, jugé dangereux. Cela marque un avant et un après dans l'histoire de l'édition chilienne et la valeur symbolique du livre. La TVA sur le livre a en effet été mise en place en 1976, à un moment où

l'horreur répressive régnait. La volonté explicite de la dictature de limiter l'accès des classes populaires au livre et à la culture s'inscrivait dans la même logique. Alors que la télévision et les sports étaient exemptés de taxe, l'impôt sur le livre s'établissait.

Une fois la dictature finie, les gouvernements de la Concertation ne se sont pas accompagnés d'une grande ouverture culturelle et de la presse, comme cela a été le cas dans plusieurs pays qui sortaient de régimes répressifs. La loi du livre de 1993 a sans doute représenté une étape importante, mais elle n'a pas inversé la situation installée par la dictature. Ainsi, la TVA sur le livre n'a pas été supprimée, de même que certaines formes de censure, et encore moins le rôle prédominant accordé au marché. Ce n'est qu'avec les années que la situation s'est améliorée : les bibliothèques se sont multipliées, ainsi que les publications, les fonds de soutien relevant de concours, et les maisons d'édition. Pourtant, il manque encore une articulation pour rassembler les énergies présentes et les conduire vers des objectifs communs. C'est la raison pour laquelle la mise en place de cette politique est tellement importante. En ce sens, nous sommes face à une opportunité historique qu'on ne peut pas ignorer.

Participer activement à la production de l'histoire du monde

« Une fois démontré que tout le monde est philosophe, chacun à sa manière, souvent de façon inconsciente, car même dans la manifestation la plus humble d'une quelconque activité intellectuelle, le "langage" par exemple, est contenue une conception du monde déterminée, on passe au second moment, qui est celui de la critique et de la conscience, c'est-à-dire à la question : est-il préférable de "penser" sans avoir une conscience critique, sans souci d'unité et au gré des circonstances, autrement dit de "participer" à une conception du monde "imposée" mécaniquement par le milieu ambiant ; ce qui revient à dire par un de ces nombreux groupes sociaux dans lesquels tout homme est automatiquement entraîné dès son entrée dans le monde conscient (...) ; ou bien est-il préférable d'élaborer sa propre conception du monde consciemment et suivant une attitude critique et par conséquent, en liaison avec le travail de son propre cerveau, choisir sa propre sphère d'activité, participer activement à la production de l'histoire du monde, être à soi-même son propre guide au lieu d'accepter passivement et de l'extérieur, une empreinte imposée à sa propre personnalité ? ».

La lucide réflexion d'Antonio Gramsci dans son « Introduction à l'étude de la philosophie » de ses *Cahiers de Prison* explicite l'importance de la conscience critique, en tant que base d'une réelle participation dans la société. Elle souligne l'importance de se constituer en sujet de sa propre histoire. Dans ce processus personnel et social qui est le « moment de la critique et de la conscience », le livre et la lecture jouent un rôle central. On pourrait dire que lire est une partie du chemin vers une « propre conception du monde consciente et de manière critique », dans la possibilité d'être « guide de soi-même ». En ce sens, dans la mise en œuvre participative de la politique nationale de la lecture et du livre, ce qui au fond est en jeu, c'est la participation citoyenne à deux niveaux bien distincts : le premier niveau est la manière dont la politique même est instaurée et le rôle joué par les citoyens dans ce processus. Cependant, un défi beaucoup plus grand que la politique du livre même est en jeu : c'est la possibilité de stimuler une participation consciente de la société toute entière ; que les femmes et les hommes de notre société puissent « choisir leur propre sphère d'activité, participer activement à la production de l'histoire du monde, être eux-mêmes leur propre guide ».

Bibliographie

- Bachelet, Michelle (2013), *Chile de todos, programa de gobierno 2014-2018*, Michelle Presidenta in <<http://michellebachelet.cl/programa/>>
- Bourdieu, Pierre (1999), « Une révolution conservatrice dans l'édition », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 126, n.º1, pp. 3-28, France.
- Centro Microdatos Universidad de Chile y OTIC Cámara Chilena de la Construcción (2013), *Segundo Estudio de Competencias Básicas de la Población Adulta 2013 y Comparación Chile 1998-2013*. Santiago de Chile; Cámara Chilena de la Construcción.
- Consejo Nacional de la Cultura y las Artes (2005), *Política Nacional de la Lectura y el Libro*. Santiago de Chile; Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.
- Consejo Nacional de la Cultura y las Artes (2006), *Política Nacional de la Lectura y el Libro*. Santiago de Chile; Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.
- Consejo Nacional de la Cultura y las Artes (2014), Proceso participativo de elaboración de la PNLL, Mesa de industria e internacionalización. Santiago de Chile; Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.
- Consejo Nacional de la Cultura y las Artes (2015), *Política Nacional de la Lectura y el Libro 2015-2020*. Santiago de Chile; Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.
- Editores de Chile, Cámara del Libro, Furia del Libro (2013), *Carta a los candidatos a la Presidencia de la República*. Santiago de Chile; Editores de Chile, Cámara del Libro, Furia del Libro.
- Editores independientes de Chile (2000), *Manifiesto*. Santiago de Chile; Editores independientes de Chile.
- Enríquez-Fuentes, Helena (2008), *El comercio de libro entre España y América Latina. Disonancia en la reciprocidad*. Paris, Alliance internationale des éditeurs indépendants.
- Escalante Gonzalbo, Fernando (2007), *A la sombra de los libros. Lectura, mercado y vida Pública*. México; El Colegio de México.
- Fundación Chile 21 y Asociación de Editores de Chile (2005), *Una política de Estado para el libro y la lectura. Estrategia integral para el fomento de la lectura y el desarrollo de la industria editorial en Chile*. Fundación Chile 21 y Asociación de Editores de Chile, Santiago de Chile.
- Heilbron, Johan (2009), "Le système mondial des traductions, in Sapiro, Gisèle, *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde Éditions.
- Gramsci, Antonio (2001), *Cuadernos de la cárcel, Tomo 4*. México, Ediciones Era.
- Mesa de Industria e Internacionalización del libro (2014), propuestas Política del Libro y la Lectura. Santiago de Chile; Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.
- Ministerio de Educación (1993), "Ley 19.227, que crea Fondo Nacional de Fomento del Libro y la Lectura", en *Diario oficial*, Sábado 10 de Julio.
- Noel, Sophie (2012) *L'édition indépendante critique: engagements politiques et intellectuels*. Fran Presses de l'Enssib, Villeurbanne.
- Soto, Hernán y Lawner, Miguel (2011), *Orlando Letelier: el que lo advirtió. Los Chicago Boys en Chile*. Santiago de Chile; LOM ediciones.
- Subercaseaux, Bernardo (2010), *La historia del libro en Chile*. Santiago de Chile; LOM ediciones.
- Unesco (2005), *Convención para la Protección y Promoción de la Diversidad de Expresiones Culturales*. Unesco, Paris, France.